

Et si on cassait la logique du toujours plus ?

Version intégrale d'une interview raccourcie
parue dans *La Libre Belgique* le 26 juillet 2010

(<http://www.lalibre.be/economie/actualite/article/598373/et-si-on-cassait-la-logique-du-toujours-plus.html>)

Christian Arnsperger
Maître de recherches au F.R.S-FNRS
Professeur à l'Université catholique de Louvain

En quoi la décroissance est-il un concept qui a du sens pour l'avenir ? Pourrait-il être appliqué dans les pays émergents ?

Personnellement, je trouve que ce concept devrait à présent être banni des débats publics. Il a servi pendant un certain temps comme expression choc et comme slogan, mais maintenant il dessert la cause. Les doctrinaires de l'économie dominante s'en servent pour dénigrer la pensée écologique et pour présenter les « alternatifs » comme les fossoyeurs de l'emploi, de la richesse et du bien-être. Or, en fait, c'est vraiment tout le contraire. Ceux qui sont rétrogrades aujourd'hui, ce sont ceux qui pensent encore et toujours que la croissance est garante de l'emploi et que les enjeux écologiques terribles qui nous guettent peuvent être résolus par plus de technologie et plus d'innovation, donc plus de croissance ... C'est ce « donc » qui pose problème. A cause de sa logique de rentabilisation à outrance et d'endettement, le capitalisme rend la croissance du PIB par tête obligatoire ; et pourtant, après des décennies de croissance ininterrompue, le chômage a augmenté, les technologies consomment de plus en plus de ressources, et la qualité de vie des plus riches (sans même parler des plus pauvres) se dégrade. Cessons de parler de décroissance. Parlons plutôt de « prospérité sans croissance du PIB » (Tim Jackson), d'« économie de sobriété heureuse » (Patrick Viveret) ou de « principe de plénitude » (Juliet Schor). Le problème n'est pas « la » croissance en elle-même, mais le *type de croissance* que nous impose la logique du système actuel. Chercher à découpler bien-être et croissance, prospérité et croissance, cela n'a rien à voir avec le fait qu'un pays soit émergent ou déjà riche. Il faut une certaine croissance du PIB par habitant dans les pays les plus pauvres, mais dans nos contrées trop riches il faut avant tout une croissance de la richesse relationnelle et humaine. La sobriété, c'est aussi de la croissance – mais pas dans les mêmes domaines que ceux que nous investissons depuis trois siècles ! On a besoin d'innovation et d'efficacité – mais pas pour gaver davantage les consommateurs et saturer davantage l'atmosphère.

Estimez-vous être le premier en Belgique à vraiment défendre cette idée ?

A vrai dire je n'en sais rien, mais je ne crois pas. Beaucoup de gens en Belgique se sont intéressés, dans les années 1960 et 70, à des penseurs comme Ivan Illich et André Gorz. Il existe aujourd'hui un mouvement politique des « objecteurs de croissance » (MpOC), et les personnes qui y sont actives pratiquent souvent la sobriété heureuse et la logique de plénitude depuis des années, voire depuis des décennies. Idem dans des ASBL comme les Amis de la Terre. Mais dans les milieux de l'économie universitaire, c'est vrai, il y a peu de réceptivité et je pense être (avec une poignée d'autres, dont Isabelle Cassiers,

Philippe Defeyt et Paul-Marie Boulanger) de ceux qui luttent au jour le jour pour que l'enseignement et la recherche en sciences économiques intègrent des enjeux comme les finalités de la croissance et les racines psychologiques du « toujours plus ». Les étudiants, d'ailleurs, sont à l'écoute – infiniment plus que mes collègues ! ... Donc, il y a de l'espoir.

Avez-vous l'impression que ce genre de théorie ne pourrait pas être défendue par les économistes dans les banques ? Cela ne va-t-il pas à l'encontre de l'investissement en Bourse ?

A l'intérieur de la logique actuelle du capitalisme financier, c'est clair que la réceptivité à ce genre d'idée est faible, pour ne pas dire inexistante. Cela s'explique surtout par le fait que des gens qui ont pignon sur rue, comme Bruno Colmant ou Etienne de Callatay, croient dur comme fer que les banques et la Bourse sont là pour donner des capitaux à des entreprises pour qu'elles créent des emplois et de la richesse. Evidemment, c'est faux : si richesse il y a, elle s'enfuit en majorité vers des acteurs (notamment les actionnaires) qui raisonnent à hyper-court terme, et la création d'emplois ne fait absolument pas partie de leurs préoccupations : quand une entreprise licencie, son cours en Bourse a tendance à augmenter ! Idem, d'ailleurs, pour la sauvegarde de l'environnement : en termes d'OPA boursière, la marée noire dans le golfe du Mexique est une aubaine sans précédent pour les concurrents de BP. Mais si on parvenait à créer un secteur financier alternatif (comme celui que promeuvent, par exemple, le Réseau de financement alternatif ou le Crédal), on pourrait très bien avoir des acteurs bancaires et même « boursiers » qui soient vraiment en phase avec les impératifs d'une prospérité sans croissance : des innovations qui économisent des ressources, des investissements immobiliers qui permettent de développer des écoquartiers et des écovillages, des financements pour des activités économiques qui suivent de nouveaux critères, etc. Mais pour ça, il faudra s'opposer à des intérêts très puissants que Didier Reynders et ses prédécesseurs ont courtisés et favorisés pendant trop longtemps. Et il faudra donc un courage politique qui, manifestement, se fait encore attendre.

Quels sont les avantages et les inconvénients de la décroissance ?

Je vous l'ai dit, le mot décroissance est un non-sens. Ce qui compte, ce sont les valeurs sociales et morales qui se trouvent en dessous, et que le mot saisit assez mal. Une société de « plénitude » ou de sobriété heureuse verra son stock de capital social croître de façon exponentielle – et elle ne sera une société vraiment heureuse que si personne n'est exclu des réseaux de solidarité. Il ne s'agit pas, sous prétexte de recentrement sur l'essentiel, de créer des ghettos d'« éco-friqués » cantonnés dans leurs beaux jardins avec piscines bio et dans leurs manoirs passifs avec technologie de pointe. Ce qui compte avant tout, c'est l'accès pour tout le monde à une vraie convivialité qui permette de se décentrer des préoccupations d'accumulation et de consommation. Il faut donc une action publique résolument favorable à la convivialité, et donc en rupture avec le consumérisme et le productivisme : plus de liens, moins de biens – plus de tiens, moins de miens ... Et donc, impossible de créer une société conviviale et heureuse si on ne change pas fondamentalement les règles du jeu, si on ne partage pas le temps de travail au fur et à mesure que les innovations se développent, si on ne remplace pas les incitants à la consommation et à la dépense par des incitants au ralentissement et à la sobriété. Il y

aura toujours de la croissance, mais elle sera humaine, relationnelle, même spirituelle. On remplacera la « formation » par l'éducation, la « médicalisation » par la modération porteuse de santé, la « dépollution » par l'amour de la nature, etc. Pour cela, il faut aussi des citoyens moins angoissés, moins obsédés par eux-mêmes et plus désireux de beauté simple, moins effrayés par le manque et plus ouverts à l'abondance naturelle (mais sobre) qui, dans une société plus juste, plus lente et plus égalitaire, se trouvera juste sous leurs yeux.

Y a-t-il d'autres concepts économiques que vous trouvez intéressants ?

Je suis convaincu que la notion de relocalisation des activités économiques sera centrale à l'avenir. On ne va plus pouvoir poursuivre le commerce, les échanges et les transports à l'échelle où ils ont lieu maintenant. Il faut cesser de subsidier le pétrole, il faut laisser notamment le transport routier et aérien s'effondrer (en soutenant le revenu des gens qui perdront inévitablement leurs emplois), et il faut créer le plus possible de moyens, pour les citoyens, d'ancrer à nouveau leurs vies dans le local : nourriture, transports « doux », mais aussi monnaies locales et métiers situés à proximité. Des économistes comme Bernard Lietaer sont, dans ce domaine, de véritables visionnaires. Du coup, un autre concept économique central à mes yeux est celui de transition économique : pour que les défis écologiques soient relevés à temps, il est plus qu'urgent de soutenir les communes et les localités qui vont dans le sens de la relocalisation, et de laisser tomber complètement (mais progressivement, et en ne laissant tomber aucun travailleur) les secteurs d'activité gris et lourds comme l'automobile, l'acier, l'aérien ou la logistique de transport. Les syndicats rechignent et on peut les comprendre – mais tôt ou tard ce sera une nécessité. Et n'en profitons pas pour exporter davantage encore nos industries et nos pollutions dans les pays pauvres ! C'est bien de consommer moins (de voitures, de transports, de matériaux lourds) qu'il s'agit, pas de les faire produire par d'autres loin de chez nous ! Les slogans qui, à mes yeux, sont à l'ordre du jour sont « Penser local, agir local » et « Small is beautiful ». Mes collègues économistes, pour la plupart, n'aiment pas du tout ça. Je pense que l'histoire leur donnera tort.